

## La revitalisation commerciale des centres - villes : Plus de coopération, moins de bureaucratie.

Le rapport officiel sur la revitalisation commerciale des centres-villes du 20 octobre indique qu'un local commercial sur 10 est inoccupé<sup>1</sup>. Les centres des villes moyennes sont particulièrement touchés par la vacance commerciale. Sous ces chiffres, c'est la réalité de la précarité professionnelle qui se fait jour : des centaines de milliers de personnes qui tirent un faible revenu de leurs activités sont face à des endettements conséquents, contraintes quand elles le peuvent à patrimonialiser leurs outils de travail pour espérer une retraite décente, si tant est qu'elles trouvent preneurs...

Mais si le rapport a le grand mérite de mesurer la gravité du problème et d'examiner de nombreuses causes socio-économiques, il occulte l'impact des conséquences des politiques publiques depuis 15 ans. Comment ne pas considérer par exemple le cas des soldes flottantes qui ont été dévastatrices pour les magasins indépendants multi-marques tandis qu'elles profitaient aux grandes enseignes de prêt-à-porter<sup>2</sup>, championnes de l'optimisation fiscale et peu regardantes sur les conditions de travail de leurs fournisseurs<sup>3</sup> ? Comment ne pas évoquer également une législation laxiste en matière d'installation de grande surface (contrairement à d'autres pays européens) qui contribue à fortement dégrader les revenus des agriculteurs comme ceux des commerçants indépendants de centre-ville ?

La désertification rurale, la vacance commerciale des centres-villes, la relégation des métiers artisanaux sont les symptômes aigus d'un modèle de réussite sociale tertiarisé à bout de souffle, d'une fuite en avant «virtualiste» qui considère qu'à partir d'un certain moment, nous pourrions prendre congé de la réalité matérielle pour flotter librement dans un univers économique d'information pure.

Au lieu de développer des dispositifs générant des micro-bureaucraties animées par des experts sans expériences dans les métiers concernés, au lieu de compter uniquement sur l'intermédiation d'organisations professionnelles corporatistes très éloignées des réalités concrètes rencontrées, reconnaissons que c'est par la mobilisation des professionnels eux-mêmes qu'une politique publique pourra être un tant soit peu efficace pour appuyer le développement d'une économie de proximité de qualité.

**Minga**

1 - Rapport de l'Inspection Générale des finances (IGF) et du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) du 20/10/16 [www.economie.gouv.fr/remise-rapport-sur-revitalisation-commerciale-des-centres-villes](http://www.economie.gouv.fr/remise-rapport-sur-revitalisation-commerciale-des-centres-villes)

2 - Il convient de saluer au passage le travail militant mené par les promoteurs du « manifeste d'une profession en péril » pour faire évoluer la législation [www.minga.net/minga-soutient-le-manifeste-dune-profession-en-peril-des-detaillants-independants-de-vetements/](http://www.minga.net/minga-soutient-le-manifeste-dune-profession-en-peril-des-detaillants-independants-de-vetements/)

3 - Comme le révèle un récent reportage de la BBC à propos d'un sous-traitant basé en Turquie qui emploie des travailleurs syriens âgés de moins de 15 ans, contraints de travailler quotidiennement jusqu'à 12 heures par jour et sans protection sociale adéquate, malgré l'usage de produits chimiques: [www.fashionnetwork.com/news/Turquie-des-mineurs-syriens-produiraient-pour-Zara-M-S-Next-Asos-et-Mango/](http://www.fashionnetwork.com/news/Turquie-des-mineurs-syriens-produiraient-pour-Zara-M-S-Next-Asos-et-Mango/)